

Pratiques agroforestières et représentations sociales face au changement climatique dans la Commune de Dano au Burkina Faso

BAMBARA Jean Charles

Doctorant

Université Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou (Burkina Faso)

Département de Sociologie

bam_jean80@yahoo.fr

KABORÉ Ramané

Professeur Titulaire

Enseignant-Chercheur

Université Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou (Burkina Faso)

Département de Sociologie

ramaneka@hotmail.com

Résumé : Cette étude analyse l'influence des représentations sociales, des perceptions environnementales sur l'adoption des pratiques agroforestières face aux effets du changement climatique dans la commune de Dano, au Burkina Faso. En s'appuyant sur des entretiens semi-directifs et des observations de terrain, elle vise à comprendre les facteurs favorisant la réhabilitation de ces pratiques dans cette localité. Traditionnellement caractérisée par les parcs agroforestiers, l'agroforesterie a, aujourd'hui, évolué vers une forme hybride sous l'impulsion des organisations non gouvernementales, associations de développement et services techniques déconcentrés de l'État. Les résultats montrent que des innovations comme les cordons pierreux végétalisés, la Régénération naturelle assistée (RNA) et les jardins nutritifs, ont favorisé un regain d'intérêt de ces pratiques chez les agriculteurs. Les hommes apprécient les bénéfices agroécologiques, tandis que les femmes se concentrent davantage sur les gains socio-économiques offerts par l'agroforesterie améliorée. Malgré ces avantages, des contraintes limitent encore la diffusion et l'adoption massive de ces pratiques.

Mots-clés : Représentations sociales, pratiques agroforestières, changement climatique, Dano

Agroforestry practices and social representations in the face of climate change in the commune of Dano in Burkina Faso

Abstract: This study analyzes the influence of social representations and environmental perceptions on the adoption of agroforestry practices in response to the effects of climate change in the commune of Dano, Burkina Faso. Based on semi-directive interviews and field observations, it aims to understand the factors favouring the rehabilitation of these practices in this locality. Traditionally characterised by agroforestry parks, agroforestry has now evolved into a hybrid form under the impetus of non-governmental organisations, development associations and decentralised government technical services. The results show that innovations such as vegetated stone cordons, Assisted Natural Regeneration (ANR) and nutrient gardens have led to renewed interest in these practices among farmers. Men appreciate the agroecological benefits, while women focus more on the socio-economic gains offered by improved agroforestry. Despite these advantages, there are still constraints limiting the spread and widespread adoption of these practices.

Keywords : Social representations, agroforestry practices, climate change, Dano

Introduction

Depuis plusieurs décennies, le Burkina Faso, pays sahélien, fait face à d'importants défis écologiques, accentués par les effets du changement climatique (C. Reij et al., 2009 ; R. Herrera et L. Ilboudo, 2012). La dégradation des terres et la désertification ont considérablement fragilisé les écosystèmes, menaçant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales, qui dépendent fortement des ressources naturelles (A. Maïga, 2010 ; A. Béné et A. Fournier, 2012 ; B. Ouattara et al., 2022 ; J-C. Bambara, 2024). La commune de Dano, située dans la région du Sud-Ouest, illustre bien cette problématique. Autrefois avantagée par des conditions climatiques relativement clémentes, elle subit aujourd'hui une dégradation accrue de son environnement, due à des pratiques agricoles intensives et à la surexploitation des ressources naturelles (S. Palé et al., 2016 ; G. Serpantié et al., 2019). De nos jours, les ressources végétales de cette commune sont menacées par la disparition de nombreuses espèces ligneuses, en raison de la coupe excessive de bois vert, des défrichements abusifs, de la fréquence des feux de brousse, de la divagation des animaux, etc. (PDC, 2007). Cette dégradation de la végétation accélère l'érosion des sols, aggravée par un relief accidenté favorisant un ruissèlement rapide (PDC, 2007 ; S. Palé et al., 2016).

Pour répondre à ces défis, le Burkina Faso a adhéré à plusieurs accords internationaux, dont la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), et a mis en œuvre des politiques publiques visant à inverser la dégradation environnementale (M. Barbut, 2018 ; MEEVCC, 2018 ; P. Méral et al., 2022). Dans cette optique, le pays a bénéficié de l'appui de nombreux acteurs du développement, tels que des ONG, des associations de développement et des institutions de recherche, avec le soutien des Services Techniques Déconcentrés (STD). Ces acteurs, par le biais de divers projets et programmes, interviennent pour freiner la dégradation de l'environnement et améliorer les moyens de subsistance des populations locales, majoritairement dépendantes d'activités agro-sylvo-pastorales (J-M. Dipama, 2009 ; H. Compaoré et al., 2019). C'est dans ce cadre que les pratiques agroforestières locales ont été promues comme l'une des stratégies pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux (J-C. Bambara, 2017 ; J. Seghieri et J-M. Harmand, 2019).

Cette étude vise à analyser l'influence des représentations sociales et des perceptions environnementales sur l'adoption des pratiques agroforestières dans la commune de Dano. Elle cherche également à comprendre les motivations des acteurs sociaux dans l'adoption des différentes pratiques agroforestières promues, ainsi que les facteurs qui pourraient freiner leur diffusion.

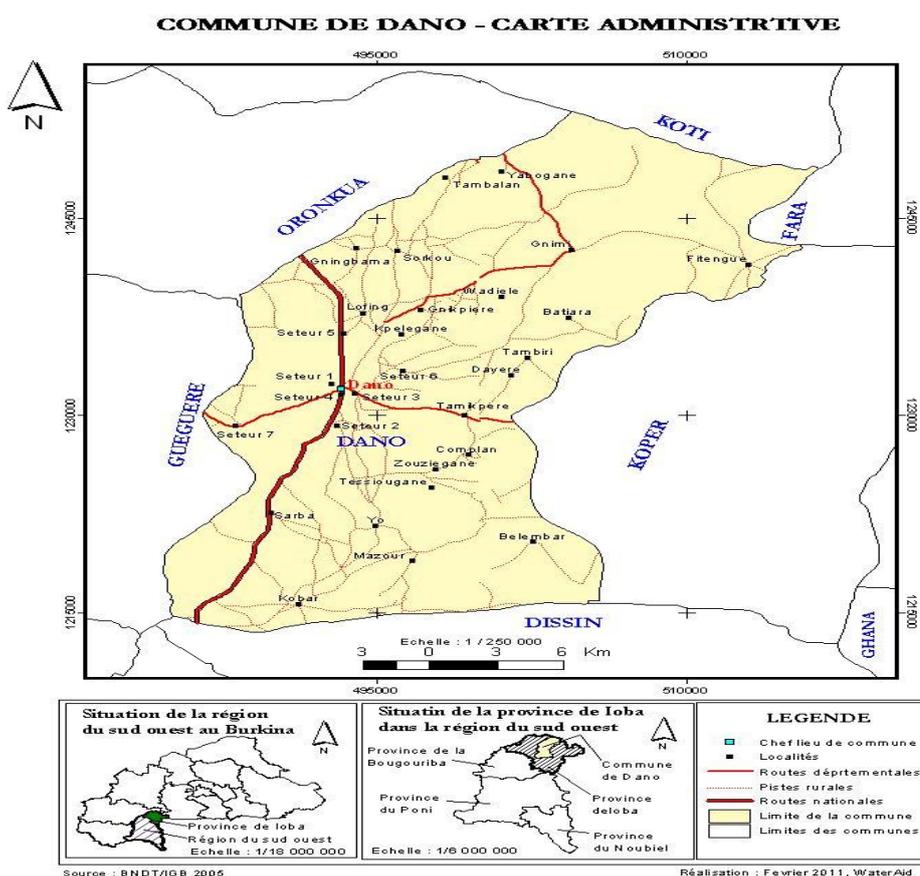
1. Approche méthodologique

1.1. Présentation de la zone d'étude

Cette recherche a été menée dans la commune de Dano, chef-lieu de la province du loba, et située dans la région du Sud-Ouest du Burkina Faso, entre les 11° et 12° de latitude Nord et entre les 3° et 4° de longitude Ouest (PCD, 2007). Elle est délimitée à l'Est par la commune de Koper, à l'Ouest et au Sud par Guéguéré et Dissin, au Nord par Koti, au Nord-Est par Fara et au Nord-Ouest par Oronkua (Voir carte ci-dessous). Cette zone bénéficie d'une végétation riche et variée, dominée par des espèces telles que *Gardenia* sp., *Combretum micranthum* (kinkéliba), *Parkia biglobosa* (néré), *Butyrospermum parkii* (karité) et *Bombax costatum* (kapokier).

La commune compte 22 villages, mais l'étude s'est réalisée dans trois villages contrastés de la commune de Dano : Batiara, Tambiri et Sarba. Les villages de Batiara et Tambiri ont été sélectionnés pour la présence d'institutions de développement, de projets et d'ONG actifs dans le domaine de l'environnement, notamment dans la promotion de l'agroforesterie. À contrario, le village de Sarba a été choisi en raison de la dégradation rapide de son couvert végétal, marquée par une forte déforestation et l'absence d'interventions extérieures. Cette diversité de localités a permis de mieux comprendre l'influence des interventions de développement sur l'adoption des pratiques agroforestières par les différents acteurs locaux.

Carte : Localisation du site d'étude



Source : BNDT/IGB, 2006 ; réalisation : Water Aid, février 2011

1.2. Techniques et outils de collecte des données

Afin de répondre aux objectifs de cette recherche, une méthodologie qualitative a été adoptée. Ainsi, nous avons utilisé une triangulation de techniques comprenant des entretiens semi-directifs, des observations directes et des focus groups, afin de croiser les informations provenant de différentes catégories d'informateurs (J.-C. Kaufmann, 2006 ; F. Dépelteau, 2010 ; P. N'da, 2015). En conséquence, les données ont été collectées à travers des entretiens semi-structurés et informels auprès de divers acteurs : agriculteurs, éleveurs, ainsi que des responsables d'ONG, d'associations de développement et de services techniques. De plus, des observations directes ont été réalisées pour appréhender les écarts entre discours et pratiques réelles des acteurs (A-

M. Arborio, 2007 ; J. Peneff, 2011 ; A-M. Arborio et P. Fournier, 2015 ; F. Chevalier et S. Stenger, 2018).

1.3. Échantillonnage et échantillon

En l'absence d'une base de sondage, nous avons eu recours à l'échantillonnage raisonné, prenant en compte plusieurs critères tels que la taille de l'exploitation, les pratiques agroforestières adoptées, le statut de résidence, l'âge, le sexe et le statut professionnel des informateurs. De plus, le choix des personnes ressources, notamment des acteurs institutionnels, a été réalisé selon la méthode d'échantillonnage en boule de neige (H. Gumuchian et C. Marois, 2000), ce qui a facilité la constitution d'un réseau d'acteurs au fur et à mesure de l'enquête. Cette approche a permis d'élaborer une cartographie des acteurs impliqués dans l'agroforesterie et la protection de l'environnement au niveau local.

En outre, cette technique a permis d'atteindre le seuil de saturation (J-P. Olivier de Sardan, 1995 ; B. Gauthier, 2009 ; A. Mucchielli, 2009 ; G. Boutin, 2018), et de constituer l'échantillon final, qui comprend quarante-neuf (49) personnes, dont 34 hommes et 15 femmes. Ces acteurs sont constitués principalement de paysans, d'olotières¹, forestiers, chefs de terres et de membres des Comités Villageois de Développement (CVD).

1.4. Traitement et analyse des corpus

Les données recueillies ont été intégralement transcrites, puis dépouillées manuellement avant d'être analysées à l'aide d'une grille d'analyse de contenu thématique afin d'en extraire les significations (P. Paillé et A. Mucchielli, 2016). Cette méthode a permis d'identifier à la fois les aspects « étiques et émiques » (J-P. Olivier de Sardan, 1995 ; 1998), offrant ainsi une meilleure compréhension des perspectives internes des acteurs et des cadres d'analyse externe appliqués à leurs pratiques.

2. Résultats et discussion

2.1. Dano, une commune à la croisée des chemins

La commune de Dano, située dans la région du Sud-Ouest du Burkina Faso, est reconnue pour ses conditions climatiques relativement favorables, marquées par une pluviométrie adéquate et une végétation dense qui favorisent la biodiversité et la productivité agricole (PCD, 2007 ; S. Palé et al., 2016). Ces atouts ont historiquement contribué à la stabilité socio-économique de la population locale, en réduisant les risques contre d'insécurité alimentaire et la précarité économique. Parmi les principales espèces végétales de la commune, on trouve essentiellement des espèces comme *Gardenia* sp., *Combretum micranthum* (kinkéliba), *Parkia biglobosa* (néré), *Butyrospermum parkii* (karité) et *Bombax costatum* (kapokier).

Cependant, ces dernières décennies, Dano fait face à des conditions climatiques de plus en plus difficiles. Ces changements, dus à la variabilité accrue des régimes de précipitations, à la fréquence croissante des sécheresses et à d'autres événements météorologiques extrêmes, sont aggravés par des activités humaines intensives telles que la déforestation, l'exploitation non durable des terres et l'agriculture intensive (A. Bonnassieux et F. Gangneron, 2015 ; B. Ouattara et al., 2022). La pression démographique accentue également la déforestation, contribuant à la désertification et à la dégradation des terres par l'érosion. Cette situation entraîne une détérioration

¹ Expliquez ce mot.

des écosystèmes, mettant en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations, tout en augmentant leur vulnérabilité économique.

En outre, les activités anthropiques, telles que l'utilisation de bois pour les besoins énergétiques, intensifient cette dégradation. Selon Plan de Développement Intégré de la Commune de Dano (PDIC, 2009), les cabarets de la ville consomment chaque année d'importantes quantités de bois, contribuant à la vulnérabilité écologique de la commune. Une étude de la Fondation Dreyer révèle qu'en 2009, la ville abritait 135 cabarets utilisant annuellement 6.442 tonnes de bois, dont 80 % de karité et de néré. Parallèlement, l'agriculture extensive de subsistance, qui repose sur l'extension continue des surfaces cultivées, contribue à la dégradation des parcs agroforestiers, malgré le fait que la plupart de ces espèces sont intégralement protégées par le Code forestier, (K. Langewiesche, 2004 ; B. Ouattara et al., 2022).

Malgré l'importance des ressources végétales pour la régulation des gaz à effet de serre et le maintien des équilibres climatiques, les activités humaines continuent de menacer ces ressources vitales (B. Ouattara et al., 2022). Dans cette perspective, en 2019, le Ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique (MEEVCC) a identifié plusieurs facteurs directs de la dégradation forestière, comme la coupe de bois et le surpâturage, ainsi que des facteurs indirects liés aux dynamiques démographiques, économiques, technologiques et culturelles. Selon F. A. L. Ki (2009), ce déboisement dans la région s'explique par le fait que les femmes utilisent le bois de feu pour la préparation du « dolo » (bière locale), car la population en est une grande consommatrice.

Ainsi, bien que Dano bénéficie de conditions climatiques initialement favorables, les mutations climatiques actuelles, combinées à l'intensification des activités humaines, posent de sérieux défis environnementaux (G. Serpantié et al., 2022 ; T. Fayama et al., 2023). Les perturbations ont affecté les régimes de précipitations et compromettent les cycles agricoles, menaçant directement les moyens de subsistance locaux (A. Maïga et O. Kologo, 2011 ; P-A. Ouoba, 2013).

2.2. Un parc agroforestier en « déclin », des perceptions contrastées

Les parcs agroforestiers sont constitués d'un ensemble de champs, dans lesquels la présence d'arbres, préservés lors de la défriche, est importante. Ils sont en lien avec les brousses et les jachères, dont ils sont issus (P. Lavigne Delville et al., 2023, p. 10). Dans la région de Dano, la dégradation des parcs agroforestiers suscite diverses perceptions chez les acteurs locaux, influencées par leurs croyances, leur niveau d'instruction et leur catégorie socioprofessionnelle. Pour les adeptes des religions traditionnelles, souvent appelés « animistes² », cette dégradation est perçue comme une conséquence du changement climatique (zelieb ye), interprété comme une sanction des ancêtres due à des transgressions sociales. Ils attribuent ces sanctions à des comportements déviants tels que les rapports sexuels en plein air, l'adultère et l'avortement, considérés comme des souillures pour la terre. Ces actes, selon eux, provoquent la colère des ancêtres, qui en guise de sanction, provoquent des phénomènes comme la baisse des précipitations et la détérioration des récoltes. À cet effet, un enquêté explique : « C'est nous-mêmes qui provoquons le changement climatique, car des gens ont des relations sexuelles en plein air, ce qui est dangereux ».

² Selon les données de l'INSD (2022, p. 27), les animistes sont les plus nombreux. Ils représentent 48,1% de la population. Ils sont suivis des catholiques (23,1%), des musulmans (19,5%) et puis des protestants (7,0%).

Dans la même logique, une autre ajoute : « Ce sont les péchés des hommes qui provoquent le changement climatique, comme coucher avec une femme dehors, ce qui attire la colère de Dieu et tant que nous n'arrêtons pas ces actes, on continuera à souffrir car les ancêtres ne pardonnent pas de telles saletés » (D.S., enquêté de Batiara).

Les violations des coutumes, souvent imputées aux jeunes, concernent également certains adultes, ce qui, selon les autorités coutumières, aggrave les effets du changement climatique.

De plus, l'abandon des rites et cultes destinés aux ancêtres, en raison de la montée des religions révélées, est perçu comme un facteur contribuant aux bouleversements climatiques. Le chef de terre de Sarba, affirme à cet effet, que le non-respect des interdits ancestraux et l'abandon des valeurs sociales sont responsables des perturbations climatiques observées ces dernières années.

Le viol de certains interdits et l'abandon de certaines valeurs sociales, autrefois défendues par les ancêtres, seraient la cause des mutations climatiques que nous vivons depuis quelques années. Avant, nous ne connaissions pas ce phénomène et on vivait mieux, mais de nos jours, tout est bouleversé (Chef de terre de Sarba).

Ces croyances ne sont pas isolées. Des études, notamment celles de Y.T. Brou et al. (2005) en Côte d'Ivoire et de O. Kologo et al. (2010) dans le Sud-Ouest du Burkina Faso, montrent que dans d'autres régions d'Afrique, les populations locales associent également le changement climatique à des transgressions sociales et à la colère des ancêtres. Ces arguments sont également défendus par M-J. Fluet (2006), qui a constaté au Yatenga que les paysans attribuent aussi ces perturbations à des causes surnaturelles, en plus des facteurs environnementaux.

En revanche, une autre catégorie d'acteurs, constituée principalement de personnes instruites et d'acteurs institutionnels, considère le changement climatique comme un phénomène naturel amplifié par les activités humaines. Ces derniers, composés d'agents de l'État, de responsables de projets et ONG, et de certains acteurs locaux, pointent du doigt la déforestation, l'exploitation non durable des ressources naturelles et l'agriculture intensive comme principales causes de la dégradation des parcs agroforestiers. Selon eux, les pratiques humaines, comme la coupe abusive du bois pour alimenter les feux de cuisson des brasseries locales et des besoins domestiques, contribuent directement aux dérèglements écologiques et à la variabilité climatique. Par exemple, S.A., enquêtée à Tambiri, affirme : « Ce ne sont pas les ancêtres ni Dieu qui provoquent le changement climatique, mais plutôt les hommes qui coupent excessivement les arbres ».

Cette position est partagée par plusieurs responsables d'institutions. C'est le cas de H.A., conseiller technique à la Fédération des Associations pour le Développement et l'Épanouissement de la Femme du Sud-Ouest (FADEF-SO), qui souligne que les actions humaines, comme la déforestation, sont à l'origine des changements observés : « C'est l'homme lui-même qui a amené beaucoup de changement. Il est devenu destructeur de par ses actions de pollution et de destruction. Si l'on détruit par exemple les arbres, il y aura forcément des perturbations climatiques ». Cet argument est également défendu par F. A. L. Ki (2009) qui a montré dans son étude sur la commune de Dano que la végétation, autrefois dense sur les collines du loba, a été considérablement réduite par la déforestation, notamment pour répondre aux besoins en bois de chauffe.

Tous les enquêtés s'accordent à dire que la pluviométrie est devenue faible et les pluies irrégulières, entraînant des récoltes dérisoires. Les longues périodes de canicule et les tempêtes violentes, jamais connues auparavant, sont également considérées par certains interlocuteurs comme une des manifestations du changement climatique.

Toutefois, face à l'ampleur de la déforestation observée, les populations, conscientes de la précarisation de leurs conditions de vie, adoptent des comportements favorables à la durabilité des ressources naturelles (G. Yaméogo et al., 2019), notamment à travers les pratiques agroforestières.

Les paysans ne restent pas passifs face aux effets du changement climatique. Ils développent des mesures combinant pratiques endogènes et modernes.

D'une part, les techniques endogènes telles que le paillage, l'épandage de fumure organique et la Régénération Naturelle Assistée (RNA) ont été mises en œuvre. Toutefois, ces techniques se sont révélées insuffisantes face à l'ampleur des défis rencontrés. D'autre part, cette limite a justifié l'intervention d'agents de développement, notamment des ONG, des associations et des institutions de recherche, ainsi que des Services techniques déconcentrés (STD) de l'État. Ces acteurs ont œuvré à la réhabilitation et à la valorisation des savoirs endogènes des paysans, en les combinant à des innovations techniques. Parmi les mesures d'adaptation et d'atténuation promues, l'agroforesterie s'est imposée comme une stratégie efficace, capable non seulement d'améliorer la fertilité des sols, mais aussi de préserver les ressources naturelles.

2.3. Vers une agroforesterie hybride : entre savoirs traditionnels et innovations techniques

L'émergence d'une agroforesterie hybride témoigne de l'adaptation des pratiques agricoles aux défis et enjeux climatiques, économiques et sociaux. Cette pratique associe savoirs endogènes et innovations techniques modernes pour contrer la dégradation des écosystèmes et la baisse de la productivité agricole.

L'évolution vers une agroforesterie hybride se traduit également par une meilleure perception des paysans concernant la création et la gestion de nouveaux parcs agroforestiers, soutenue par divers projets de développement. Des acteurs comme la Fondation Dreyer, Valorisation des Ressources Naturelles par l'auto-promotion (VARENA Asso), Programme Développement de l'Agriculture/Adaptation au Changement climatique (PDA/EKF) et le Programme National de Gestion des Terroirs, phase II (PNGT II), en collaboration avec la Direction provinciale de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, ont remis au goût du jour certaines pratiques. Parmi celles-ci, la promotion de cordons pierreux végétalisés remplace les bandes enherbées pour freiner l'érosion hydrique. Ces cordons, constitués de moellons et renforcés par des plantations, stabilisent les sols et améliorent la rétention d'humidité. C'est ce que S.M., un producteur du village de Tambiri, affirme : « Après la construction des ouvrages, on plante des arbres à côté des cordons pour l'entretien et pour amortir la vitesse de l'eau. »

Par ailleurs, la RNA, autrefois pratiquée de manière purement écologique, est désormais intégrée dans une stratégie à la fois écologique et économique, l'objectif étant non seulement de réduire la dégradation des parcs agroforestiers mais également d'améliorer les revenus des populations par la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL). Le choix d'espèces ligneuses comme le *Faidherbia albida* (gozew) favorise la restauration de la fertilité des sols. Cette approche est également renforcée par la mise en place de jardins nutritifs dans les villages de Tambiri et Batiara, avec le soutien de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Dans ces jardins, des cultures maraîchères telles que la laitue, les légumes, sont associées à des espèces ligneuses comme le moringa ou le baobab, ce qui favorise non seulement la sécurité alimentaire est assurée mais aussi l'autonomisation socioéconomique des femmes.

Enfin, le reboisement du *Jatropha Curcas* qui constitue une autre innovation agroforestière promue par la Fondation Dreyer, a pour but de réduire la coupe de bois de chauffe, une ressource énergétique clé pour les activités domestiques et commerciales, en la substituant par l'huile de *Jatropha Curcas*, une alternative durable. Ces plantations couvrant 250 hectares, génèrent des revenus pour les populations locales tout en contribuant à la réduction de la déforestation. L'étude de F. A. L. Ki (2009) a confirmé l'impact positif de cette initiative, qui a permis d'économiser 2 800 tonnes de bois par an grâce à l'utilisation de 1 000 cuisinières à huile.

2.4. Pratiques agroforestières et logiques d'acteurs

Les différentes catégories sociales n'adoptent pas les pratiques agroforestières de façon anodine, mais sont guidées par des intérêts divers. Comme mentionné précédemment, il coexiste dans la commune de Dano deux types de pratiques agroforestières : l'agroforesterie traditionnelle et l'agroforesterie améliorée, promue par les acteurs du développement.

L'adoption de l'agroforesterie à Dano dépend des perceptions que les acteurs sociaux ont des arbres, ainsi que de l'intérêt et des avantages qu'ils tirent de chaque forme de pratique agroforestière. Chaque catégorie sociale adopte une forme d'agroforesterie en fonction de ses perceptions et des bénéfices qu'elle procure.

Ainsi, les hommes s'impliquent activement dans l'agroforesterie traditionnelle en raison de ses qualités agroécologiques, qui leur permettent d'améliorer le rendement agricole dans un contexte de dégradation des terres et de changement climatique. Le défi majeur des unités de production étant d'assurer l'alimentation des ménages, la capacité à atteindre l'autosuffisance alimentaire confère un poids social et un prestige au sein de la communauté Dagara. Cet enjeu de la sécurité alimentaire et sociale renforce l'attachement des hommes à l'agroforesterie traditionnelle. Par exemple, ces acteurs estiment que des espèces comme le *Faidherbia albida* (acacia albida) jouent un rôle important dans la fertilisation des sols, attirant les animaux qui y laissent leurs excréments, ce qui enrichit le sol, augmentant la production agricole. Comme le rapporte P.A., écologiste à la Fondation Dreyer : « Les producteurs savent que l'acacia albida a d'énormes potentialités car beaucoup d'animaux gravitent autour de cet arbre, y défèquent et leurs excréments servent alors de fumure organique pour fertiliser le sol ». De nombreux témoignages confirment que la présence d'une dizaine d'arbres de *Faidherbia albida* contribue à une saison agricole fructueuse, sans entrer en compétition avec les cultures.

Outre les bénéfices agroécologiques, l'agroforesterie traditionnelle répond également à des besoins sociaux, notamment l'approvisionnement en bois pour la construction et l'entretien des habitations. L'habitat Dagara, appelé « yir », possède une architecture distinctive nécessitant des matériaux spécifiques. La solidité de ces constructions repose sur l'utilisation de troncs d'arbres et de branches pour soutenir les structures. Cependant, ces matériaux s'usent rapidement, nécessitant des réfections périodiques, d'où l'importance de la ressource en bois.

Comme l'explique S.I., un habitant de Batiara : « J'ai planté plus d'une vingtaine de nimiers dans mon champ pour pouvoir collecter du bois de temps à autre ; parfois, c'est avec ce bois que je construis des maisons. » Cet intérêt pour le bois fait de l'agroforesterie traditionnelle un investissement stratégique, tant à court qu'à long terme, comme l'affirme S. Eyben (2011) : « La plantation d'un arbre est un bon calcul économique, car le bois devient une ressource de plus en plus précieuse. »

Un autre motif déterminant de l'implication des hommes dans l'agroforesterie traditionnelle réside dans la sécurisation foncière. Dans le système foncier Dagara, l'accès à la terre repose sur l'héritage, le don ou le prêt. Les migrants, par exemple, n'ont pas le droit de planter des arbres sur des terres prêtées, car cela symboliserait une appropriation foncière. La plantation d'arbres, notamment en bordure de parcelles, sert ainsi à marquer la possession des terres et à prévenir des conflits fonciers.

Contrairement aux hommes, les femmes tendent à adopter l'agroforesterie améliorée en raison des bénéfices socioéconomiques qu'elle offre. Introduite par des projets de développement, cette forme d'agroforesterie génère des revenus significatifs pour les femmes, grâce à la vente de produits comme les graines de *Jatropha curcas* ou les feuilles de *Moringa Oleifera* (moringa). Ces revenus leur permettent de renforcer leur autonomie financière vis-à-vis de leurs époux (A. Bergeret et J-C. Ribot, 1990 ; J-E. Bidou et al., 2019). À cet égard, P.A., écologiste et secrétaire exécutif de la Fondation Dreyer, confirme :

Quand on connaît les avantages du moringa et la demande croissante pour ses produits, on ne peut que le planter, car cela génère des revenus tout en protégeant les sols. Les femmes utilisent également ces revenus pour couvrir les frais médicaux ou pour subvenir aux besoins du ménage, surtout lorsque leurs maris ne leur donnent pas d'argent pour cuisiner.

Les femmes ne se limitent pas à l'agroforesterie améliorée ; elles participent aussi à l'agroforesterie traditionnelle, notamment dans l'exploitation des parcs agroforestiers. La vente des PFNL, comme les amandes de karité ou les graines de néré, leur procure des revenus qu'elles réinvestissent généralement dans le ménage. Le rôle des femmes dans l'économie rurale est mentionné par H.A., conseiller de l'association FADEF-SO en ces termes : « Dans un foyer, lorsque la femme soutient son mari, le ménage est plus solide. Quand la femme contribue, l'homme est beaucoup soulagé. »

Ainsi, l'investissement des femmes en agroforesterie est davantage motivé par des intérêts socioéconomiques que par des considérations agroécologiques.

2.5. Des pratiques agroforestières à l'épreuve de multiples contraintes

Malgré leur contribution à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations et à l'atténuation des effets du changement climatique dans la commune de Dano, de nombreux facteurs freinent l'expansion des pratiques agroforestières dans cette commune.

La première contrainte qui limite l'adoption des pratiques agroforestières est d'ordre foncier. À Dano, comme dans la plupart des localités du Burkina Faso, l'accès à la terre est régi par le système coutumier, où l'appartenance au groupe social, par naissance ou alliance matrimoniale, joue un rôle déterminant. En effet, chez les Dagara du Sud-Ouest, la terre est un héritage transmis par les ancêtres, ce qui est confirmé par H.N, CVD de Tambiri : « Ici, la terre est un héritage, quand tu vas vieillir jusqu'à mourir là, c'est ton fils qui va s'occuper de ça et c'est comme ça chez tous les Dagara ».

Bien que les migrants puissent parfois accéder à un lopin de terre, la plantation d'arbres, considérée comme un symbole de propriété foncière, leur est souvent interdite. Planter des arbres sans l'accord des propriétaires terriens peut être perçu comme une tentative de s'approprier la terre, ce que souligne M.N, chef de terre de Batiara : « Si un étranger veut planter, il faut que le chef de terre sache pourquoi il veut planter parce que cela peut occasionner des mésententes puisque s'il plante sans donner les motifs, là on ne sait pas si c'est pour retirer le terrain de quelqu'un ou bien pour faire du mal à quelqu'un ». Cette logique coutumière du foncier exclut

d'emblée certaines catégories sociales, notamment les étrangers ou migrants. C'est ainsi qu'un migrant peulh dans le village de Sarba nous a laissé entendre qu'il est conscient des bienfaits et des avantages de planter un arbre dans une exploitation agricole, mais son statut foncier et de résidence constitue un frein à l'adoption de cette pratique. Ce migrant nous confie : « Je veux me lancer dans l'agroforesterie en plantant des manguiers dans le champ mais je ne peux pas parce que je ne suis pas un autochtone et le champ m'a été prêté par le chef de terre qui m'a interdit d'y planter des arbres sous peine de me le retirer » (D.D, migrant peulh à Sarba).

Les femmes, quant à elles, sont également exclues du droit de planter des arbres en raison de leur statut foncier (I. Drabo et al. 2003). Cette situation est liée au fait que, dans les représentations sociales, toute fille est appelée à se marier un jour et à rejoindre une autre famille. Dans ce contexte, elle demeure une « étrangère » aussi bien dans sa famille biologique que dans sa belle-famille, comme le montre J-P. Jacob (2006, p. 34). Comme le dit aussi S.C, enquêtée de Batiara : « Nous sommes nées trouvées que les femmes n'ont pas droit à la terre ; c'est depuis le temps des ancêtres et cette histoire nous dépasse. La femme en se mariant n'a pas emporté de terrain chez son mari ». Elle exploite la terre sous le couvert de son mari. À ce titre, elle ne peut pas hériter de terres, ni planter un arbre sans l'accord de ce dernier. Dans ces conditions, planter un arbre par la femme est perçu comme un acte déviant. Cela est confirmé par les propos du chef de terre de Sarba : « Si la femme veut planter un arbre dans le champ de son mari, elle ne peut pas le faire au hasard, il faut qu'elle avertisse d'abord son mari afin que celui-ci lui donne l'autorisation. Le dernier mot revient au mari ».

Cette situation constitue un obstacle à l'adoption de l'agroforesterie par les femmes, malgré leur participation active aux projets de vulgarisation des pratiques agroforestières.

En sus, l'autre contrainte, non moins importante, est la recrudescence de certaines pratiques anthropiques dans cette commune. La coupe abusive du bois, très répandue dans la zone est un facteur majeur de dégradation des parcs agroforestiers, notamment à Sarba, principal fournisseur de bois pour la commune de Dano. Bien que des mesures aient été prises, telles que l'institution de bois sacrés, ces actions restent souvent inefficaces, contrairement aux villages de Batiara et Tambiri, où ces bois sont respectés.

Les feux de brousse représentent également un autre obstacle important au développement de l'agroforesterie. Provoqués pour diverses raisons, notamment la chasse aux petits gibiers ou la prévention des attaques d'animaux, ils ravagent les champs et affectent les essences utiles des parcs agroforestiers, laissant le sol impropre à l'agriculture.

De plus, la divagation des animaux menace la survie des arbres plantés. Des espèces comme le *Faidherbia albida*, attirant les animaux, sont particulièrement vulnérables sans protection adéquate. En ce sens, O.L, chef de zone d'appui technique, soutient : « L'un des problèmes rencontrés dans l'agroforesterie, c'est que si les plantes-là ont deux ou trois mois, les animaux là les détruisent surtout si ce n'est pas clôturé là, ce n'est même pas la peine même. Par exemple, le moringa, si ce n'est pas clôturé, les ânes et les moutons là mangent ça ».

Par ailleurs, l'orpaillage, fortement développé dans la zone, est perçu par les acteurs locaux comme une contrainte majeure qui dégrade les parcs agroforestiers, ainsi que la qualité des sols, les rendant vulnérables à l'érosion. En attirant des migrants à la recherche d'opportunités économiques, l'orpaillage modifie les dynamiques sociales et foncières locales. Les terres cultivables sont souvent dégradées ou abandonnées au profit de l'or, réduisant ainsi la disponibilité des espaces pour les pratiques agroforestières. De plus, les conflits d'usage des terres entre

agriculteurs et orpailleurs deviennent fréquents, créant des tensions au sein des populations (autochtones et migrants).

Conclusion

Cette étude révèle que les pratiques agroforestières représentent pour les agriculteurs un moyen permettant de faire face aux impacts du changement climatique. En effet, dans un contexte de dégradation des ressources naturelles et d'instabilité climatique, l'agroforesterie apporte des avantages écologiques, économiques et sociaux significatifs. Les motivations des paysans pour adopter une pratique agroforestière diffèrent souvent de celles mises en avant par les projets de développement. Chaque groupe social adopte ces pratiques en fonction de ses propres besoins et intérêts, qu'ils soient écologiques, économiques ou sociaux.

En outre, même si les populations locales ont une perception positive des pratiques agroforestières, leur adoption reste limitée en raison de nombreuses contraintes qui en freinent le développement dans cette localité. Ainsi, des pratiques anthropiques, telles que la coupe abusive du bois, les feux de brousse et l'orpaillage, en pleine expansion dans la commune, compromettent l'adoption massive de l'agroforesterie. Pour favoriser un meilleur ancrage de ces pratiques agroforestières dans les habitudes agricoles, il est essentiel d'intégrer les savoirs locaux, ainsi que les perceptions paysannes des changements climatiques dans les actions de sensibilisation.

En définitive, les résultats de cette étude ouvrent plusieurs pistes de recherche pour approfondir la compréhension des dynamiques sociales et environnementales liées à l'agroforesterie dans différentes régions. En ce sens, une étude comparative sur l'adoption des pratiques agroforestières dans divers contextes socio-économiques et environnementaux serait pertinente. Elle permettrait d'identifier les facteurs qui facilitent cette adoption et d'évaluer les impacts spécifiques de l'agroforesterie sur les systèmes de subsistance locaux. Par ailleurs, la place marginale qu'occupent ces pratiques dans la commune de Dano pourrait-elle être liée aux conditions climatiques, qui, pour l'instant, satisfont aux besoins vitaux des communautés, contrairement à d'autres régions où la dégradation des terres et des forêts est alarmante ? Cette question mérite d'être explorée.

Bibliographie

ARBORIO Anne-Marie et FOURNIER Pierre, 2015, *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, 4^e édition, Armand Colin.

ARBORIO Anne-Marie, 2007, « L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier », *Recherche en soins infirmiers*, Vol. 3, n° 90, pp. 26-34.

BAMBARA Jean Charles, 2017, « Représentations sociales et pratiques agroforestières », Mémoire de master de recherche en sociologie, Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

BAMBARA Jean Charles, 2024, "Farmer managed natural regeneration to reconstitute agroforestry parklands in Burkina Faso", In: TORQUEBIAU E (ed.), *Agroforestry at work, Tropical Forest Issues*, Ede, the Netherlands Tropenbos International, pp. 97–102.

BARBUT Monique, 2018, « La réhabilitation des terres dégradées dans les zones sèches », *Annales des Mines*, Vol. 3, n° 91, pp. 51-55.

BENE Ali et FOURNIER Anne, 2012, « Végétation naturelle et occupation des terres au Burkina Faso (Afrique de l'Ouest). Cinq décennies de changement dans un terroir du pays sèmè ». Actes du colloque international de Ouagadougou 8-10 mars : *Regards scientifiques croisés sur le changement global et le développement ; langue, environnement, culture*, pp. 143-238.

BERGERET Anne et RIBOT Jesse Craig, 1990, *L'arbre nourricier en pays sahélien*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.

BIDOU Jean-Etienne et al., 2019, « L'évolution des parcs à karité au Bénin : inégalités de genre et désenchantement du monde », *L'Espace géographique*, Vol. 48, n°2, pp. 138-152.

BOFFA Jean-Marc, 2000, *Les parcs agroforestiers en Afrique Subsaharienne*, Cahier FAO Conservation, Rome, FAO.

BONNASSIEUX Alain et GANGNERON Fabrice, 2015, « Rôle des migrations saisonnières et pluriannuelles dans la réduction de la vulnérabilité, In SULTAN B., LALOU R. L., AMADOU SANNI M. A, OUMAROU A. & SOUMARÉ M. A. (éds.), *Les sociétés rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest*, IRD Éditions, pp. 269-286.

BOUTIN Gérald, 2018, *L'entretien de recherche qualitatif. Théorie et pratique*, (2^e éd.), Presses de l'Université du Québec.

BROU Yao Télésphore et al., 2005, « La variabilité climatique en Côte d'Ivoire : entre perceptions sociales et réponses agricoles », *Cahiers Agricultures*, Vol. 14, n°6, pp. 533-540.

CHEVALIER Françoise et STENGER Sébastien, 2018., « L'observation », In CHEVALIER F., CLOUTIER M. et MITEV N. (dir.), *Les méthodes de recherche du DBA*, EMS Éditions, pp. 94 -107

Commune de Dano, 2007, « Plan communal de développement, Version définitive », *Drynet*, N°3 Septembre 2008. *Des nouvelles de Drynet : une démarche internationale pour l'avenir des terres arides*.

COMPAORE Halidou et al., 2019, « Les risques sanitaires liés à l'utilisation des pesticides dans les Bas-fonds rizicoles de la Commune de Dano, province du loba Burkina Faso », *African Crop Science Journal*, Vol. 27, n° 4, pp. 557 – 569.

DEPELTEAU François, 2010, *La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la communication des résultats*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.

DIPAMA Jean-Marie, 2009., « Les risques de dégradation des écosystèmes liés à la culture du coton au Burkina Faso : le cas du parc national de Pô », *Revue de l'Université de Moncton*, Vol. 40, n°2, pp. 29–52.

DRABO Issa et al., 2003, *Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers : le Burkina Faso. Une étude de cas*, Paris, CICRED-FAO.

EYBEN Sylvie, 2011, « L'agroforesterie... ou quand l'arbre sort du bois », Paris, NTF, pp. 42-50.

FAYAMA Tionyélé et al., 2023, « Caractérisation des acteurs de l'agroforesterie pour une co-conception de plateformes d'innovation suivant le transect Koumbia Guéguéré Dano au Burkina Faso », *BASE*, Vol. 27, n°3, pp. 215-225.

GUMUCHIAN Hervé et MAROIS Claude, 2000, « Les méthodes d'échantillonnage et la détermination de la taille de l'échantillon. Initiation à la recherche en géographie », *Presses de l'Université de Montréal*, pp. 265-294.

Institut National de Statistique et de la Démographie (INSD), 2022, *Résultats Cinquième Recensement Général de la Population et de l'habitation*. Monographie de la région du Sud-Ouest.

JACOB Jean-Pierre, 2006, « Dimensions intra-familiales et intergénérationnelles de la question foncière », In CHAUVEAU J-P, COLIN J-Ph, JACOB J-P, LAVIGNE DELVILLE Ph. et Le MEUR P-Y, *Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest. Résultats du projet de recherche Claims*, Londres, IIED, pp. 30-41.

KAUFMANN Jean-Claude, 2006, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin.

KI Francine Anthonia Lawagiilou., 2009, « Étude d'impact environnemental de la culture du Jatropha Curcas dans la commune de Dano », Mémoire de master spécialisé en génie sanitaire et environnement, Institut International d'ingénierie de l'Eau, et de l'environnement.

KOLOGO Oumarou et al., 2010, « Changements climatiques, réponses endogènes d'atténuation et d'adaptation au Burkina Faso : cas des mouvements de populations », *Journal Africain des Sciences de l'Environnement (JASE)*, n°5, pp. 83-117.

LANGEWIESCHE Katrin, 2004., « Les limites du reboisement au Burkina Faso et au Bénin. Du travail forcé à l'approche participative », *Politique africaine*, n° 96, Vol. 4, pp. 196-211.

LAVIGNE DELVILLE Philippe et al., 2023, *La gouvernance des arbres dans les parcs agroforestiers au Sahel. Cadre conceptuel et éclairages empiriques (Sénégal et Burkina Faso)*, Montpellier, Les cahiers du Pôle foncier, n°25.

MAIGA Alkassoum et KOLOGO Oumarou, 2011, « La constitution des parcs agroforestiers à base de karité comme mécanismes d'adaptation aux changements climatiques », *Les cahiers du Centre de Recherches en Lettres Sciences Humaines et Sociales (CERLESHS)*, TOME XXVI, n° 38, pp. 61-81/

MÉRAL Philippe et al., 2022., « Intégrer la notion de service écosystémique dans les politiques et les pratiques agricoles des pays du Sud », *Cahiers Agricultures*, Vol. 31, pp. 1-9.

Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC), 2018, « Rapport final du Programme de Définition des Cibles sur la Neutralité en matière de Dégradation des Terres », Burkina Faso.

N'DA Paul, 2015, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, L'Harmattan.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, « La politique du terrain », *Enquête*, pp. 71-109.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1998, « Émique », In *L'Homme*, 1998, tome 38 n°147. Alliance, rites et mythes, pp. 151-166.

OUATTARA Brama et al., 2022, « Perceptions locales de la dégradation des ressources naturelles du corridor forestier de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso », *Bois et Forêts des Tropiques*, pp. 43-60.

OUOBA Pounyala Awa, 2013., « Changement climatique, dynamique de la végétation et perception paysanne dans le sahel burkinabé », Thèse de doctorat unique de géographie, Université de Ouagadougou.

PAILLÉ Pierre et MUCCHIELLI Alex, 2016., *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 4^e édition, Armand Colin.

PALÉ Sié et al., 2016, « Pratiques traditionnelles paysannes dans les Bas-fonds agricoles à Dano au Burkina Faso », *Revue des Sciences de l'Environnement de l'Université de Lomé (Togo)*, n°13, pp. 119-136.

PENEFF Jean, 2011, « Le sens de l'observation est-il utile en sociologie ? », *SociologieS*, pp. 1-10.

SEGHIERI Josiane, 2017, « Systèmes agroforestiers soudano-sahéliens : tradition ou innovation? », *Liaison Energie Francophonie*, pp. 92-95.

SEGHIERI Josiane et HARMAND Jean-Michel, 2019, *Agroforesterie et services écosystémiques en zone tropicale*, Versailles (France), Quae.

SERPANTIÉ Georges et al., 2019, « Nouveaux risques dans les bas-fonds des terroirs soudaniens. Une étude de cas au Burkina Faso », *Cahiers Agricultures*, Vol. 28, n°19, pp. 1-10.

YAMEOGO Georges et al., 2019, « Dynamique de la biodiversité des parcs agroforestiers de Vipalogo en zone nord soudanienne du Burkina Faso », *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, Vol. 13, n°6, pp. 2765-2776.